



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de la Sécurité civile
et de la gestion des crises**

2020

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Édito



2020 aura été une année bien singulière en raison de la crise sanitaire sans précédent dans notre histoire contemporaine.

J'ai une pensée particulière pour tous celles et ceux d'entre vous, touchés personnellement ou dans vos cercles proches par la Covid-19 qui bouscule tant nos repères, nos modes de vie, nos organisations et que les cohortes de chiffres vertigineux présentées régulièrement ne sauraient exprimer.

Dans cette période éprouvante pour la société toute entière, les acteurs de la Sécurité civile continuent de répondre aux nombreux défis auxquels ils sont confrontés en faisant montre d'un bel esprit d'initiative et d'adaptation pour assurer leurs nombreuses missions. Unis et solidaires dans l'action autour d'un seul et même objectif : apporter l'assistance, le secours et la protection que nous devons à nos concitoyens.

Comme directeur général de la Sécurité civile et de la gestion des crises, je ressens une grande fierté et surtout une infinie gratitude à voir se déployer quotidiennement, sur le terrain, partout en France hexagonale et dans les Outre-mer, la mobilisation exemplaire de tous ces acteurs.

En dépit de cette actualité sanitaire, nous avons réussi à amplifier dans des conditions complexes les efforts déployés et faire avancer plusieurs chantiers majeurs car la réponse aux défis auxquels la Sécurité civile fait face ne peut attendre.

En effet, poursuivre la modernisation sans relâche de notre modèle de Sécurité civile est essentiel ; affirmer davantage encore sa dimension européenne une nécessité et développer la culture du risque et de la résilience des populations un impératif.

Autant d'enjeux mais aussi de challenges pour lesquels les résultats et les avancées obtenus l'année dernière constituent un encouragement à aller plus loin encore, tout en continuant à concilier notre action avec cette absolue priorité, la lutte sans relâche contre la Covid-19.

Pour cela, je sais pouvoir compter sur le savoir-faire et la volonté de tous, la valeur de l'engagement et l'intelligence des territoires.

Alain THIRION

Préfet, directeur général
de la Sécurité civile
et de la gestion des crises

En bref



Les effectifs

- ▶ **253 000** sapeurs-pompiers (**198 800** sapeurs-pompiers volontaires, **41 400** sapeurs-pompiers professionnels et **12 800** militaires) ;
- ▶ **2 539** agents à la Sécurité civile dont :
 - **1 401** sapeurs-sauveteurs dont **66** sont déployés sur les **6** centres opérationnels de zone (COZ) métropolitains et les **3** COZ OM (Antilles, La Réunion et Guyane) ;
 - **450** personnels du groupement des moyens aériens, dont **84** pilotes d'avions, **100** pilotes d'hélicoptères et **110** MOB ;
 - **370** personnels du groupement d'intervention du déminage ;
 - **239** personnels en administration centrale (sites de Garance et de Beauvau) ;
 - **79** agents des établissements de soutien opérationnel et logistique (ÉSOL).



Les implantations

- ▶ **1** base de Sécurité civile (avions et hélicoptères) ;
- ▶ **23** bases d'hélicoptères, dont **5** en détachement saisonnier et **2** bases déplacées en saison ;
- ▶ **3** unités d'instruction et d'intervention ;
- ▶ **1** commandement ForMiSC ;
- ▶ **27** structures de déminage : **23** centres de déminage dont **2** sites en Outre-mer, **3** antennes de déminage (Calais, Orly et Roissy) et **1** centre de formation et de soutien ;
- ▶ **3** ÉSOL.



Le budget

En 2020, la DGSCGC a bénéficié d'un budget de **555,36** M€ de crédits de paiement.



Une direction opérationnelle qui concourt dans les territoires au service public du secours

Structure centrale responsable de la planification, de la gestion des crises et des accidents de la vie courante, qu'ils surviennent sur le territoire national ou à l'étranger, la DGSCGC compte plus de 2 500 personnels civils et militaires répartis sur 80 sites en France hexagonale et dans les Outre-mer.

Elle est chargée principalement :

- d'évaluer, de préparer, de coordonner et de mettre en œuvre les mesures de protection, d'information et d'alerte des populations, de la prévention des risques de toute nature, de la planification des mesures de Sécurité civile ;
- des actions de secours visant à la sécurité des personnes et des biens ;
- de l'élaboration et la déclinaison territoriale des plans gouvernementaux ;
- de l'organisation et du maintien en condition opérationnelle du dispositif ministériel de situation d'urgence et des capacités de gestion interministérielle des crises.

Pour l'ensemble de ces missions, le directeur général de la DGSCGC collabore avec les préfets de zone et de département et coopère aussi avec un certain nombre de partenaires parmi lesquels notamment les collectivités locales et les associations agréées de Sécurité civile (AASC).

Pour conduire son action, la DGSCGC s'appuie sur :

- les 237 000 sapeurs-pompiers départementaux (198 800 sapeurs-pompiers volontaires et 41 400 sapeurs-pompiers professionnels) et les 12 800 militaires de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et du Bataillon des marins-pompiers de Marseille qui interviennent au quotidien au secours de la population. En 2020, ils ont réalisé près de 5 millions d'interventions, soit un départ toutes les 6 secondes partout en France ;
- les moyens nationaux répartis sur l'ensemble du territoire, qui renforcent l'action des effectifs des territoires. Les unités d'instruction et d'intervention, les centres de déminage, les bases hélicoptères ainsi que la base de Sécurité civile à Nîmes permettent une action ciblée en France hexagonale et dans les Outre-mer.



Sommaire

01

S'adapter à une exposition grandissante aux risques 5

La tempête Alex : un phénomène climatique hors-norme 5

Feux de forêt : une nouvelle stratégie adoptée en 2020 6

Catastrophes naturelles : un traitement amélioré des demandes..... 8

À l'international : une coopération maintenue 9

Tous Mobilisés face à la COVID 10

02

Moderniser les doctrines et les outils 14

Améliorer les conditions d'intervention des sapeurs-pompiers..... 14

Accélérer le déploiement de nouveaux outils..... 17

Investir dans la modernisation de la direction générale 18

03

Des femmes et des hommes au service de la Sécurité civile 22

Conforter le pilier du volontariat et encourager les vocations 22

Se souvenir et honorer l'engagement..... 24

01

S'adapter à une exposition grandissante aux risques

Depuis plusieurs années, des événements marquants et bien souvent tragiques nous rappellent à quel point une part grandissante de nos territoires est confrontée à de nouvelles vulnérabilités. Elles viennent s'ajouter à des risques connus mais dont l'intensité et la récurrence augmentent les effets dévastateurs.

Le réchauffement climatique mais aussi d'autres facteurs tels que l'urbanisme dessinent une nouvelle géographie des risques en France hexagonale et dans les Outre-mer. Si l'exposition à ces aléas ne peut pas toujours être réduite, il est essentiel de continuer à agir pour limiter voire éviter à chaque fois que cela est possible leur caractère catastrophique.

En 2020, la DGSCGC s'est attachée à apporter à chaque étape de la gestion de ces événements des réponses adaptées, concrètes et rapides dans un cadre d'action impliquant tous les acteurs de la Sécurité civile.

La tempête Alex : un phénomène climatique hors-norme

Les 2 et 3 octobre, le département des Alpes-Maritimes est touché de plein fouet par la tempête Alex, en particulier les vallées de la Vésubie, de la Roya et de la Tinée. Sa localisation, sa soudaineté et son intensité inédites font la singularité de cet événement météorologique.

Les dégâts matériels sont considérables avec des paysages durablement défigurés, des ouvrages d'art abîmés, des infrastructures routières très endommagées provoquant l'isolement d'un grand nombre de communes et environ 2 500 bâtiments publics ou habitations privées totalement ou partiellement détruits. Le bilan humain est quant à lui dramatique puisque l'on déplore 10 personnes décédées dont le Commandant Bruno Kohlhuber du SDIS 06, 8 disparus dont le Sapeur Loïc Millo du SDIS 06 et 15 000 personnes impactées dont de nombreux sinistrés.

Comme à chaque fois en pareilles circonstances, les services de la DGSCGC ont pris toute leur part dans la mise en œuvre de la solidarité nationale et européenne. Au cœur de la réponse de la puissance publique, la DGSCGC s'est rapidement organisée pour assurer les missions d'alerte, de protection et de secours des populations en prépositionnant notamment des moyens humains et matériels.

Tous les acteurs concourant à la gestion de cette crise (collectivités locales, préfectures, forces de sécurité intérieure...) se sont mobilisés, que ce soit à l'échelon central ou territorial. Au plus fort de l'intervention, la DGSCGC a organisé l'engagement de nombreux moyens spécialisés et celui de près d'un millier de sapeurs-pompiers et de personnels de la Sécurité civile pour prendre part aux opérations de recherche et d'assistance. Six hélicoptères Dragon ont permis la mise à l'abri de plus de 700 personnes et ont acheminé plus de 67 tonnes de vivres et de matériels. En coordination avec les moyens de la gendarmerie, de la police, du ministère des Armées et des collectivités locales, c'est bien une véritable chaîne de solidarité et de secours qui s'est organisée dans la durée.

La DGSCGC a aussi mis en place un examen accéléré des procédures de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, ayant abouti à la publication d'un arrêté de reconnaissance au profit de 55 communes dès le 8 octobre.

Une nouvelle phase est engagée depuis à présent plusieurs mois, celle du long et difficile chemin de la reconstruction. La DGSCGC y concourt aussi par l'engagement de moyens hélicoptés spécifiques pour faciliter l'acheminement de moyens humains et matériels indispensables à certaines opérations de reconstruction sur des zones difficiles d'accès.

700 personnes
mises à l'abri
par les Dragon



Feux de forêt : une nouvelle stratégie adoptée en 2020



Dans un contexte défavorable lié au dérèglement climatique et suite à l'activité notable de l'été 2019 (plusieurs épisodes caniculaires, un grand nombre d'incendies notamment dans la moitié nord du pays), la DGSCGC a décidé d'étendre la stratégie de lutte à l'ensemble du territoire. Ainsi, les principes éprouvés dans le sud de la France (anticipation, coordination des actions par une manœuvre zonale) ont été mis en œuvre dans toutes les zones.

La Sécurité civile fonde son action de lutte contre les feux de forêt sur la détection précoce des incendies grâce au guet aérien armé (Gaar). La perte de la flotte des Tracker a donc conduit la direction générale à adapter son dispositif, notamment en recourant à la location de 2 hélicoptères bombardiers d'eau lourds.

Bien qu'assez contraignantes, les mesures appliquées dans le cadre de la crise sanitaire n'ont pas eu d'impact conséquent sur la conduite des opérations. La réactivité dont ont fait preuve les SDIS et les zones de défense et de sécurité a permis de répondre efficacement aux consignes et adaptations nécessaires.

11 958 hectares

de forêt brûlés
en 2020



En cours de consolidation, un premier bilan de l'année 2020 a été établi. Correspondant à la moyenne décennale sur la période 2010-2019, il s'élève à 11 958 hectares de forêt brûlés. Il concerne principalement la moitié sud du pays (85 %) et plus particulièrement les départements méditerranéens (60 % du bilan national).

Il faut cependant noter un déséquilibre par rapport aux normales saisonnières. Le feu de Quenza en Corse en février (3 500 ha) en est le premier exemple, l'activité hivernale en zone Sud étant traditionnellement faible. À l'inverse, alors que la majorité des surfaces brûlées en zone Sud-ouest intervient au printemps, cette période fut relativement calme et l'essentiel du bilan 2020 a été réalisé en été.



Les chiffres clés des feux de forêt 2020

Les moyens nationaux ont été
engagés sur **160 incendies**

3 500 largages réalisés
par les avions

1 700 heures de vol dont
526 heures en guet aérien
armé (Gaar)

62 départs de feux traités
dans leur phase initiale
par le Gaar

Plus de **250 largages**
effectués par les HBE



L'analyse de ces dernières années pousse la direction générale à adapter son dispositif de lutte et à étendre sa zone d'action : plusieurs détachements temporaires de 2 Canadair (12 jours) et d'un Dash (5 jours) ont été effectués à Bordeaux et à Angers. En supplément des pélicandromes de la zone Sud et des deux pélicandromes de la zone Sud-ouest, trois nouveaux sites pouvant accueillir des pélicandromes ont été validés au cours de l'année 2020 : Méaulte en zone Nord, Châteauroux et Angers en zone Ouest. Afin de couvrir la zone Est pour la prochaine saison estivale, une étude est actuellement menée afin de positionner un pélicandrome sur l'aérodrome de Mirecourt dans le département des Vosges. Un pélicandrome à Andrézieux dans la Loire est aussi en réflexion.



5 experts français en Australie



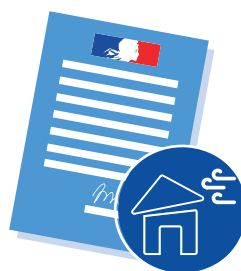
À partir du mois d'août 2019, l'Australie a fait face à de gigantesques feux de brousses et de forêts. En janvier 2020, plus de 7,6 millions d'hectares avaient été détruits par le feu, soit l'équivalent de l'Écosse. 27 personnes sont décédées, des millions d'animaux ont disparu et plusieurs milliers d'habitations ont été détruites.

Le 6 janvier, le Président de la République a proposé au Premier ministre australien l'aide opérationnelle de la France. L'engagement d'une mission d'appui en situation de crise (MASC) a été approuvé par le gouvernement australien : 5 experts français sont donc partis le 7 janvier suite à une demande d'assistance internationale. Composée de spécialistes de la lutte contre les feux de forêt, de la lutte aérienne et des brûlages dirigés, cette mission s'est inscrite dans le cadre d'une aide internationale initiée par l'envoi de pompiers et d'experts venants du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande, sur place depuis plusieurs jours. Au total, 85 pays ont proposé leur aide à l'Australie.

Ils se sont ainsi rendus à Canberra, à Melbourne et à Sydney pour partager leur expertise avec les pompiers locaux, les centres opérationnels ainsi qu'avec les autres délégations internationales.

Catastrophes naturelles : un traitement amélioré des demandes

Marquée par des épisodes méditerranéens intenses dans le Gard et l'Hérault en septembre puis par la tempête Alex en octobre, l'année 2020 se classe comme la plus soutenue en catastrophes naturelles depuis 10 ans. Pas moins de **8 524 demandes communales de reconnaissance ont été traitées cette année** et 3 procédures accélérées pour événements naturels de gravité exceptionnelle ont été déclenchées.



8 524 demandes communales de reconnaissance traitées en 2020 contre 7 080 en 2019

L'ouverture du module d'iCatNat autorisant les réunions à distance, a permis aux membres de la commission interministérielle d'organiser 14 séances et de traiter ainsi les dossiers plus rapidement, au vu du contexte sanitaire.

Suite aux travaux de deux groupes de travail animés par la mission entre l'automne 2019 et l'été 2020, les modalités d'instruction des demandes déposées au titre des phénomènes de séisme et de submersion marine ont été améliorées afin de prendre en compte les retours d'expérience des événements de ces derniers mois (séisme du Teil du 11 novembre 2019 et tempêtes méditerranéennes en 2019-2020). Ces évolutions ont conduit à l'adoption de deux circulaires destinées aux préfets de département en décembre dernier.

L'achèvement du déploiement de l'application



Développée depuis 2018, l'application informatique iCatNat a déployé les derniers modules de son système courant 2020.

L'ensemble de la procédure, du dépôt des demandes par les communes jusqu'à la publication des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, est désormais dématérialisé.



Les principales interventions en 2020

**Feux de forêt
Australie**

janvier

Mission d'appui
de Sécurité civile (MASC)
5 officiers experts

**Feu de forêt
Quenza (Corse)**

février

Envoi de moyens
nationaux
et coordination
des moyens aériens

**Séisme
Croatie**

mars

Envoi de matériel
de la réserve nationale
via le Mécanisme de
Protection civile de l'UE

**Inondations
Ajaccio (Corse)**

juin

Déploiement
de moyens nationaux
(FORMISC)

**Explosion
Beyrouth (Liban)**

août

Projection
de personnels
(FORMISC, BMPM,
SDIS, BSPP)

À l'international : une coopération maintenue



Au gré de l'évolution de la crise sanitaire, les actions programmées de coopération internationale ont été ralenties, puis reportées et certaines annulées. Seules 74 d'entre elles ont pu être menées sur 418 actions de coopération prévues en 2020. Un accord bilatéral ambitieux a néanmoins été signé entre la France et la Mongolie facilitant l'acquisition par le pays d'environ 53 millions d'euros de matériels, dont 3 hélicoptères et des camions de sapeurs-pompiers, auprès d'entreprises françaises.

Des formations délivrées au Mali et en Mauritanie



► Au Mali, 2 formations ont été encadrées en septembre par les sapeurs-pompiers de Paris : instruction au monitorat de secourisme et amélioration du fonctionnement au quotidien des centres de secours.



► 2 sapeurs-pompiers de Paris se sont rendus en Mauritanie pour former les personnels de plusieurs centres de secours à la lutte contre les feux d'hydrocarbure.

À contrario, l'activité européenne n'a pas ralenti : grâce aux outils de visio-conférence, une nouvelle réforme du Mécanisme de protection civile de l'Union (MPCU) a pu être initiée. Les saisines de ce mécanisme ont été plus nombreuses et les capacités de la réserve de sécurité civile européenne (RescEU) ont pu être renforcées. La création de la direction des Affaires européennes et internationales du ministère de l'Intérieur aura permis de mieux prendre en compte cette évolution.

L'aboutissement en 2020 de la demande de subvention auprès de la DG ECHO portant sur l'acquisition de deux avions amphibies fait de la France le premier État-membre contribuant à la future flotte européenne de Sécurité civile. Cette participation active vient s'ajouter au Dash et aux 17 modules déjà mis à la disposition de l'Europe.

Pollution marine l'île Maurice

août

Mise à disposition
d'un expert du CEDE

Inondations Gard

septembre

Déploiement de moyens
extra-départementaux
et nationaux

Tempête Alex Alpes-Maritimes

octobre

Projection de moyens
nationaux, Cellule C3D
pour les moyens aériens

Feu de forêt Maïdo (La Réunion)

novembre

Projection
de moyens nationaux
(FORMISC)

Crash aérien Bonvillard (Savoie)

décembre

Déclenchement
du plan SATER

Tous mobilisés



Une crise sans précédent, exceptionnelle et inédite
par sa nature et son ampleur

Les services de la DGSCGC ont pris une part active et centrale à la structuration et l'organisation de la réponse publique pour affronter dans la durée une crise systémique, d'une nature inédite, n'épargnant aucun territoire et d'une durée exceptionnellement longue.

Depuis son émergence, la gestion de cette crise est interministérielle selon des modalités qui ont progressivement évolué et dans une organisation au sein de laquelle la DGSCGC est pleinement mobilisée. Cette gestion interministérielle s'est d'abord articulée sur un schéma de ministère menant (ministère des Solidarités et de la Santé) et de ministères concourants, avant de basculer progressivement dans un pilotage interministériel totalement intégré avec l'activation de la cellule interministérielle de crise le 16 mars et deux mois après du centre interministériel de crise.

Dans ce schéma, la DGSCGC a été très présente en assurant plusieurs missions essentielles : maintien en condition opérationnelle du CIC, armement du CIC par 8 à 15 cadres et personnels de soutien en permanence, mobilisation d'experts et réalisation d'expertises au profit de l'ensemble des ministères.

Trois niveaux de mobilisation se distinguent :

- **Au niveau central**, la direction générale s'est engagée en première ligne sur des sujets stratégiques, comme l'élaboration de plusieurs doctrines et de l'instruction interministérielle du 27 février 2020 relative à la gestion des premiers clusters ainsi que dans l'organisation du retour sur le territoire national des ressortissants français qui étaient à Wuhan.
- **Au niveau opérationnel**, à travers notamment la coordination apportée dans l'action plurielle des associations agréées de Sécurité civile, des services d'incendie et de secours et l'engagement des moyens nationaux de la DGSCGC.
- **Au niveau territorial**, le concours de la direction générale sous des formes diverses aura permis d'appuyer l'autorité préfectorale dans son rôle de pilotage des politiques publiques interministérielles mises en œuvre, comme par exemple lors des campagnes de dépistage.

Les perspectives d'évolution de la gestion des crises

Le renforcement de notre organisation est en effet un axe stratégique majeur de la feuille de route du ministère de l'Intérieur. Il est d'ores et déjà possible de dessiner les contours des premières pistes visant à :

- renforcer la gestion territorialisée de la crise, seul modèle pertinent pour adapter les réponses aux réalités de terrain et faire montre de la réactivité qu'exige de plus en plus la gestion de crise majeure.
- réaffirmer le rôle central du CIC installé à Beauvau au service du pilotage interministériel de la crise (en fonction des scénarios opérationnels), en renforçant nos outils d'anticipation et de planification, en intégrant davantage la dimension technologique et en confortant le ministère de l'Intérieur dans son rôle pivot de ministère de la gestion des crises.

La DGSCGC demeure pleinement mobilisée dans la gestion de cette pandémie en déployant ses moyens et ses actions en fonction des besoins qui émergent et des missions qui lui sont dévolues. Elle investit tous les chantiers ouverts visant à améliorer notre modèle national de gestion de crise majeure.

L'adaptation des services de la direction générale

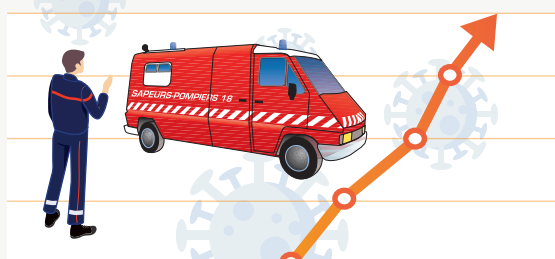
Très rapidement, les équipes de la direction générale ont dû s'adapter. Dès le 17 mars, la DGSCGC a activé son plan de continuité d'activité qui lui a permis de concilier son engagement opérationnel dans la lutte contre la COVID avec le maintien de ses missions prioritaires. Cette période a été aussi mise à profit pour actualiser ce document et le faire évoluer en tenant compte des enseignements tirés de cette crise exceptionnelle. Jamais le plan de continuité d'activité n'avait eu à être engagé sur une durée aussi longue.

La mise en place du télétravail a été facilitée par la quasi-généralisation du poste informatique NOEMI, et des équipements de protection individuelle ainsi que des matériels ad hoc ont été mis à la disposition des agents dans l'ensemble des 80 sites de la Sécurité civile.



Les actions générales

185 369 interventions*



**réalisées
par les sapeurs-pompiers**

*entre le 1^{er} février et le 31 décembre 2020



Cellule
nationale
de suivi



Cellule
interministérielle
de crise



Centre
interministériel
de crise



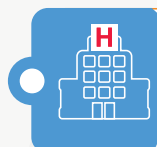
soit **304** jours d'activation
avec une moyenne de



20 personnels de la DGSCGC
mobilisés chaque jour



**484 missions
réalisées par les Dragon**



Transfert
inter-hospitalier
de patients



Transport
de personnels
soignants

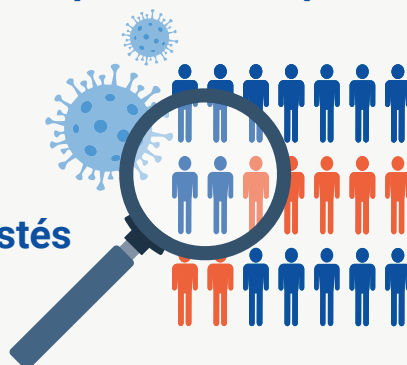


Acheminement
de matériels



Dispositifs de tests
dans les ports et aéroports

**82 359
passagers testés**



17 aéroports



2 ports

Soutien logistique et acheminement de matériel



**307 000
masques**



**153 000
EPI**



**69 000
tests**

de la Sécurité civile



BREXIT



Rapatriement des ressortissants français et expatriés de Chine

► Soutien sanitaire pendant le voyage :

- 30 FORMISC pour 367 rapatriés

► Gestion des sites de confinement :

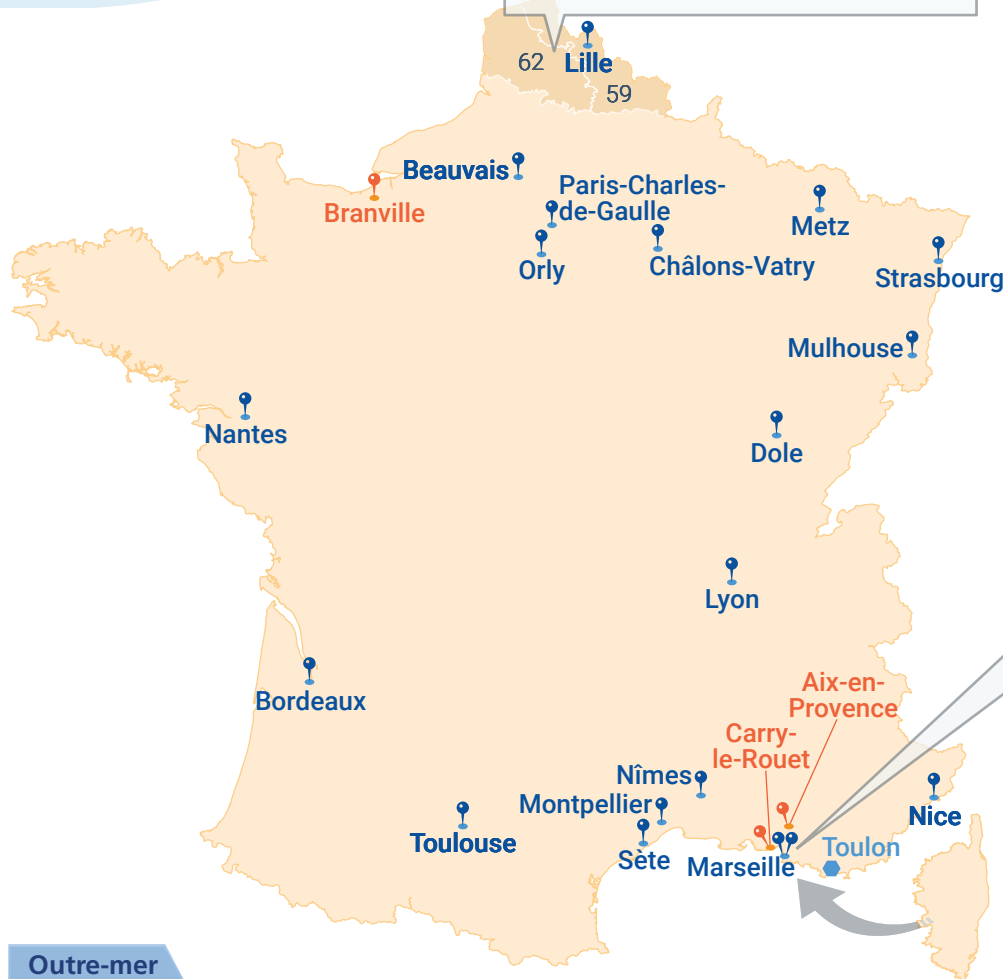
- 50 FORMISC et de nombreux bénévoles des AASC pendant 6 semaines

► Réalisation de tests COVID en appui des autorités britanniques :

- 50 sapeurs-pompiers des SDIS 59 et 62 mobilisés

► Opérations de dépistage sur les aires d'autoroute en France :

- 3 « testodromes » armés par les sapeurs-pompiers et des bénévoles des AASC



Participation à la mission Tonnerre (en lien avec le ministère des Armées)

► Transfert de patients COVID de la Corse à Marseille :

- 26 marins-pompiers mobilisés
- 6 ambulances du BMPM engagées

Outre-mer

La Réunion



Mayotte



Guyane



Guadeloupe



Martinique



► 5 missions d'appui en situation de crise (MASC)

- 35 personnels mobilisés à La Réunion, Mayotte, en Guyane et aux Antilles

► Déploiement de l'ESCRIM à Cayenne en Guyane

- 1 mois de mission
- 42 personnels déployés (30 sapeurs-sauveteurs et 12 sapeurs-pompiers)
- 404 patients pris en charge

Légende



Centre de confinement des rapatriés français de Chine



Opération de tests dans les ports et les aéroports



Départ du Dixmude vers les Antilles



Élément de Sécurité civile rapide d'intervention médicale (ESCRIM)

Tout au long de l'année 2020, la DGSCGC a continué à œuvrer à l'amélioration de la réponse opérationnelle des acteurs du secours. Cette démarche est primordiale tant les facteurs de performance se révèlent déterminants pour la conduite d'opérations d'assistance, de secours et de protection des populations, dans un contexte par ailleurs marqué par une diversification et une complexité accrues des missions.

Cette stratégie s'inscrit dans une dynamique pour moderniser les doctrines d'emplois, développer les coopérations et des partenariats plus ouverts à la société civile et au monde universitaire, améliorer la connaissance ou encore tirer le meilleur parti des outils et avancées technologiques.

Plusieurs projets et réalisations témoignent très concrètement de l'action de la direction générale visant à s'appuyer sur des moyens modernes et complémentaires afin de disposer d'un cadre d'intervention et d'outils refondés et innovants.

Améliorer les conditions d'intervention des sapeurs-pompiers

Le corpus doctrinal à destination des sapeurs-pompiers fait peau neuve

Pour faire face aux risques de demain, la DGSCGC se charge d'élaborer un corpus doctrinal pour aboutir à une nouvelle littérature professionnelle de l'ensemble des activités des sapeurs-pompiers.

Suivi par l'Inspection générale de la Sécurité civile (IGSC), le plan « Santé Sécurité Qualité de Vie en Service » a été illustré en 2020 par la réalisation de la bibliothèque des pratiques de prévention du risque routier, les accidents de la circulation restant la première cause de mortalité en service pour les sapeurs-pompiers.

En 2020, plusieurs documents sont venus compléter ce corpus doctrinal :

• Les guides de doctrine opérationnelle (GDO)

- Prévention des risques liés à la toxicité des fumées
- Exercice du commandement et conduite des opérations

• Les guides de techniques opérationnelles (GTO)

- Sauvetages et mises en sécurité

Plus synthétiques, des partages d'information opérationnelle sur des sujets aussi divers et variés ont été publiés :

- Les murs porteurs
- Les planchers en bois
- Les feux de surfaces agricoles
- Les canalisations à périmètre de sécurité étendu



En 2021, ce travail se poursuit toujours dans la démarche de promouvoir une culture de la sécurité et de littérature professionnelle.



Usage des drones dans le cadre des missions de Sécurité civile



Le développement de l'usage des drones nécessite de structurer les travaux de la direction générale sur deux axes : celui de la sécurité aérienne, en lien avec la DGAC et la DSAE dans un contexte réglementaire en pleine transition et celui des libertés individuelles pour disposer d'un cadre juridique clair.

Après une première évolution du guide de doctrine relatif à la conduite des opérations et à l'exercice du commandement, un groupe de travail a été mis en œuvre pour :

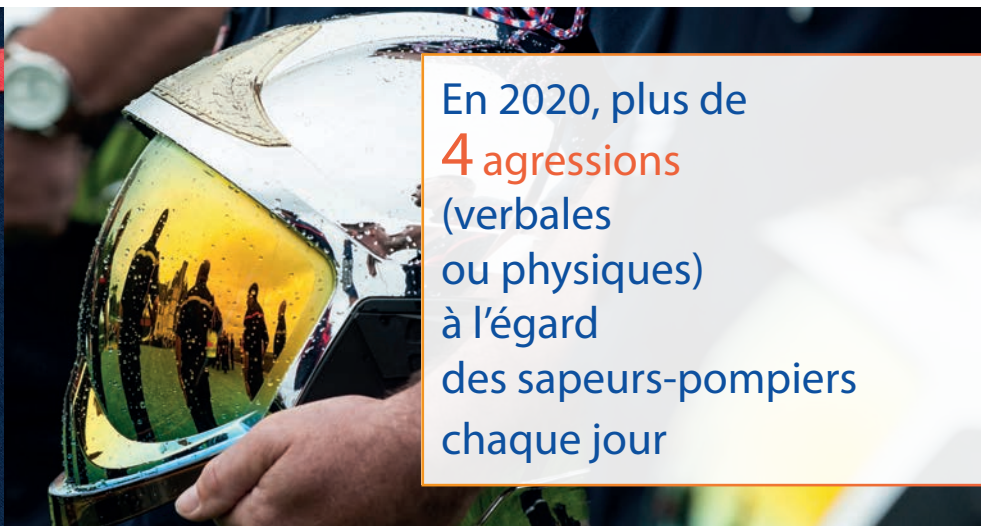
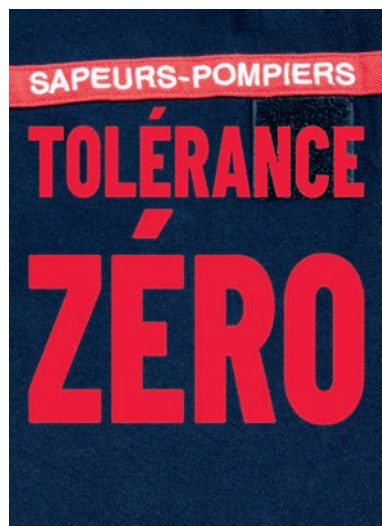
- ▶ définir la doctrine et s'inscrire ainsi dans les scénarios de la réglementation européenne ;
- ▶ structurer la formation ;
- ▶ identifier les équipements afin de les labéliser.

Ces travaux vont se poursuivre en parallèle de ceux de la proposition de loi sur la sécurité globale et du décret permettant de sécuriser la captation d'images conformément aux exigences du RGPD.

Lutter plus efficacement contre les violences

Depuis 2018, la DGSCGC a mis en place un nouveau processus de remontée des informations relatives aux faits de violences à l'égard des sapeurs-pompiers par les CODIS, via le portail SYNERGI.

En 2020, 1764 agressions ont été recensées contre 2045 en 2019, soit une baisse de 13,7 %. Ceci correspond à 4,8 agressions par jour (5,6 en 2019). Par ailleurs, le nombre de plaintes déposées par les sapeurs-pompiers victimes d'agression a reculé de 12,7 % (776 contre 887 en 2019) alors que les plaintes déposées par les services en qualité de personne morale (880 contre 756 en 2019, +16 %) démontrent une consolidation de l'accompagnement humain et hiérarchique des sapeurs-pompiers victimes.



En 2020, plus de
4 agressions
(verbales
ou physiques)
à l'égard
des sapeurs-pompiers
chaque jour

Si les agressions contre les sapeurs-pompiers restent inacceptables, le bilan est relativement encourageant. 2 facteurs peuvent l'expliquer :

- ▶ le confinement qui a réduit l'activité générale des SDIS et donc le risque d'exposition des sapeurs-pompiers (80 % des agressions ont lieu lors de secours d'urgence à personne) ;
- ▶ les actions menées dans les départements.

En effet, 2020 marque la mise en œuvre d'un plan de prévention et de lutte contre les agressions visant les sapeurs-pompiers, signé par le ministre de l'Intérieur le 20 août dernier et diffusé dans l'ensemble des préfectures. Il prévoit le renforcement des mesures de coordination opérationnelle, relatives aux personnels, techniques et matérielles ainsi que la mise en place d'un observatoire national.

Création d'un observatoire national



Mis en place le 18 décembre 2020, il est placé sous la direction du directeur général, composé de représentants des personnels et de directeurs de SIS. Il doit permettre d'améliorer l'analyse des statistiques et la connaissance des problématiques liées aux agressions de sapeurs-pompiers puis proposer des solutions. Trois sous-groupes travaillent sur la remontée d'information, sur le recensement des pratiques innovantes ainsi que sur les actions de formation qui pourraient être déployées.



Les pactes capacitaires : une démarche innovante pour aller plus loin dans les coopérations territoriales

En clôture du congrès national des sapeurs-pompiers de France de Vannes en 2019, le ministre de l'Intérieur a annoncé la mise en place dans chaque département d'un pacte opérationnel signé entre l'État et les élus locaux. Cette démarche relative aux moyens d'intervention des SIS doit permettre de proposer une visibilité pluriannuelle sur les investissements et les budgets de ces services. La démarche doit conduire à la fois de s'assurer que les SIS d'une zone sont collectivement en mesure de faire face à l'ensemble des risques complexes et de limiter la charge financière pour ces établissements, tant les moyens spécialisés représentent des coûts de fonctionnement et d'investissement élevés.

Lancée en 2020, la construction des pactes poursuit 4 objectifs principaux :

- ▶ définir les orientations stratégiques pluriannuelles pour optimiser la couverture opérationnelle des moyens spécialisés ou d'appui à l'échelon zonal ;
- ▶ identifier les moyens spécialisés structurants permettant de cibler les efforts d'investissement ou les capacités d'optimisation pour les services d'incendie et de secours ;
- ▶ optimiser et répartir les dépenses de fonctionnement et d'investissement des moyens spécialisés entre les SIS sur la base de critères identifiés au niveau de la zone ;
- ▶ décliner, au niveau départemental, les orientations stratégiques et les formaliser dans un contrat pluriannuel d'objectifs capacitaires et d'orientations financières.

Une équipe projet nationale est en place au sein de la DGSCGC pour coordonner et assurer la cohérence des différentes actions entreprises dans les territoires. La démarche des pactes capacitaires pourra trouver, en fonction de son évolution, un financement par l'État via la mobilisation de ses différents outils financiers.

2020, une année charnière pour le déploiement de NexSis

Le projet NexSIS 18-112 consiste en la réalisation d'un système national unifié et interopérable de traitement des alertes et de gestion des opérations des SIS. Il permettra à terme une gestion à l'échelle de plusieurs départements et partagée entre différents acteurs en assurant notamment une interopérabilité entre les SIS et les autres partenaires de sécurité et de santé (police, gendarmerie, SAMU, etc).

L'Agence du numérique de la Sécurité civile a poursuivi en 2020 la rédaction et la passation de tous les marchés et partenariats majeurs qui sont autant de préalables indispensables à la réussite de la phase à venir de déploiement : marché d'assistance au déploiement, marché pour la réalisation d'un réseau de collecte des appels d'urgence, conventionnement avec l'Institut géographique national afin de disposer des données géographiques traçables, conventionnement avec la direction du numérique du ministère de l'Intérieur pour la mise à disposition d'infrastructures d'hébergement informatique...

Ces étapes doivent permettre d'être au rendez-vous des premiers déploiements tels qu'ils sont envisagés à ce stade. En effet, malgré les contraintes liées à la COVID-19 qui ont ralenti les développements et les préparatifs à la migration dans les SDIS, le déploiement est prévu de manière progressive de 2021 jusqu'à horizon 2026, avec une première livraison de NexSIS 18-112 dans le courant du premier semestre 2021 et une première mise en production au bénéfice du SIS préfigurateur de Seine-et-Marne (77) à l'automne. La première vague de migration qui s'étalera de fin 2021 à juin 2022 concernera les SIS de l'Ardèche (07), Corse-du-Sud (2A), Indre-et-Loire (37), Loire-Atlantique (44), Lot (46), Manche (50), Nièvre (58), Bas-Rhin (67), Var (83), Essonne (91), et La Réunion (974).

L'alerte et l'information des populations : le développement des outils d'alerte

Malgré la situation sanitaire générée par la COVID, le déploiement du dispositif d'alerte et d'information des populations s'est poursuivi tout au long de l'année.

Trois grands chantiers ont été menés en 2020 :



- ▶ **La poursuite du déploiement des sirènes de la première vague** : 59 sirènes ont été installées en 2020 ce qui porte à 2052 le nombre total des raccordements au SAIP (soit 93,52 % des sites retenus sur cette phase). Un travail a été mené auprès des préfetures afin de les accompagner dans la finalisation de cette phase. Les contours d'une seconde vague ont été définis en comité stratégique le 22 octobre dernier.
- ▶ **La préparation du déploiement des sirènes du SAIP en Outre-mer** : dans le cadre de la prise en compte des risques sismo-volcaniques à Mayotte, des visites techniques ont été effectuées sur les sites par le prestataire Eiffage en septembre et en octobre derniers, 23 sites ont été retenus pour des installations prévues au 1^{er} semestre 2021. 12 sirènes doivent être installées aux Antilles : cinq en Martinique, quatre en Guadeloupe et trois à Saint-Martin. Le travail d'identification des sites est en cours d'achèvement pour une installation escomptée fin 2021.
- ▶ **Le 24 septembre 2020 le ministre de l'Intérieur a lancé le projet « FR-Alert » dans le cadre de la mise en œuvre de la directive UE du 11/12/2018** visant à faire diffuser les messages d'alerte aux populations par les opérateurs de téléphonie mobile. Deux technologies complémentaires (la diffusion cellulaire (Cell Broadcast) et les SMS géolocalisés) permettront l'envoi massif et rapide de messages d'alerte. Ce dispositif d'information des populations en temps réel et dans la durée, diffusera des messages sur les conduites à tenir et l'évolution de la situation dans la zone de danger. Cette technologie ne nécessitera aucune installation sur les téléphones portables. Un portail de diffusion des messages multicanale, en cours de développement par les équipes techniques du ministère, complètera ce dispositif. L'objectif est de finaliser les outils d'ici fin 2021 pour une campagne de tests et de formation début 2022. Un vaste plan de sensibilisation et d'information des populations viendra compléter la mise en place de ce dispositif qui devra être opérationnel avant le 21 juin 2022 en France hexagonale et en Outre-mer.

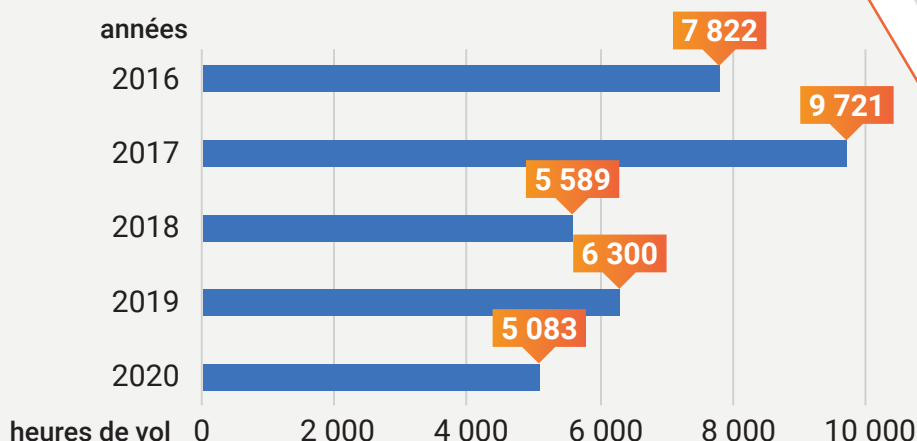
Investir dans la modernisation de la direction générale

De nouveaux moyens pour compléter la flotte aérienne

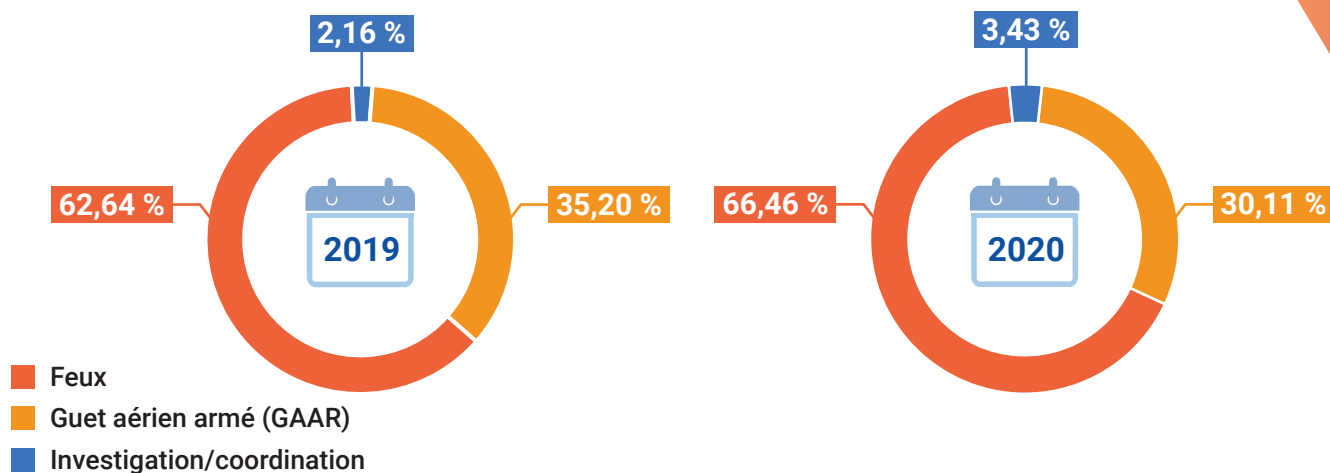
Activité des avions de la Sécurité civile

En 2020, l'activité des avions comptabilise **5 083 heures de vol**.

Nombre d'heures de vol



Répartition des interventions



Avec le retrait de la flotte de Tracker en début d'année 2020, le dispositif aérien en 2020 est donc composé de **16** bombardiers d'eau et de **3** avions d'investigation et de coordination :

▶ **4 Dash**



▶ **12 Canadair**



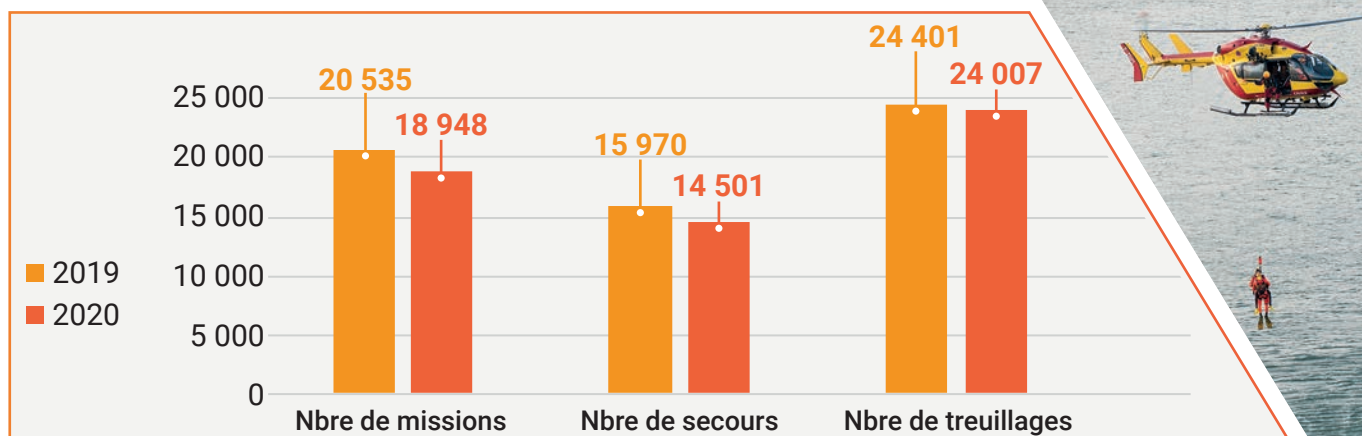
▶ **3 Beech**



En 2020, le Milan 76, deuxième aéronef d'une commande de 6 avions de type Dash 8 Q400 à la société CONAIR, a rejoint la flotte de la Sécurité civile à Nîmes-Garons. D'ici 2023, 3 Dash supplémentaires seront progressivement livrés.



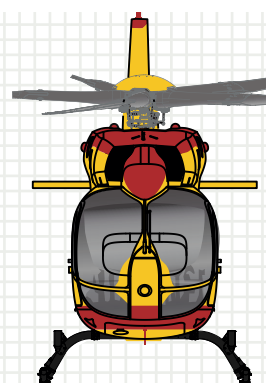
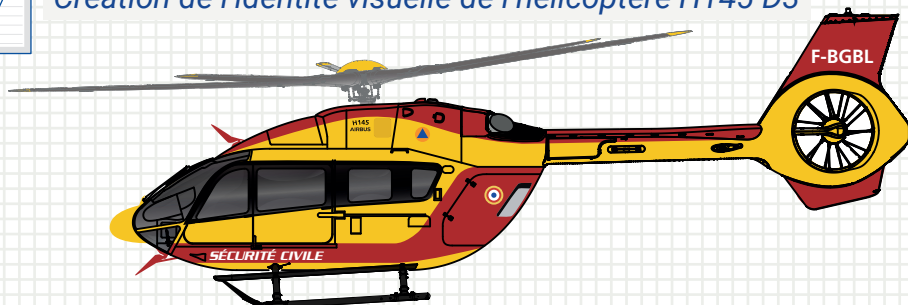
➤ Activité des hélicoptères de la Sécurité civile



En 2020, le Gouvernement a lancé un plan de relance du secteur aéronautique, permettant à la DGSCGC de concrétiser l'acquisition de deux hélicoptères neufs, produits par la société Airbus Helicopters, de type H145 D3. Il s'agit d'un appareil biturbine léger, avec un rotor à 5 pales, qui emporte 2 membres d'équipage et 8 passagers ou 500 kg de fret. Il peut franchir 500 km à une vitesse de 220 km/h et sera utilisé pour les mêmes missions que la flotte actuelle de la Sécurité civile, dotée aujourd'hui de 34 Dragon (EC145) répartis sur 23 bases. Le budget total pour l'acquisition de ces deux appareils de nouvelle génération s'élève à 32 millions d'euros. La première livraison est prévue fin 2021.



Création de l'identité visuelle de l'hélicoptère H145 D3



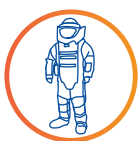
> Le renouvellement des équipements pour les démineurs

En 2020, le Groupement d'intervention du déminage a renouvelé un certain nombre d'équipements dont plusieurs véhicules. Ses services en région ont également emménagé dans de nouveaux locaux, mieux adaptés aux besoins des effectifs.



Immobilier :

- ▶ livraison du centre de déminage de Lyon-Corbas (décembre 2019) ;
- ▶ livraison du centre de déminage de Metz-Orny (décembre 2019) ;
- ▶ installation de l'antenne de Calais dans les nouveaux locaux Eurotunnel (décembre 2020).



Équipements :

- ▶ poursuite du renouvellement des équipements de protection (tenues lourdes, habillements) ;
- ▶ acquisition des équipements d'intervention comme les appareils de radioscopie, les appareils de détection chimique et radiologique ainsi que des plateformes d'export des systèmes de brouillage (permettant le brouillage des objets suspects à distance).



Véhicules livrés en 2020 :

- ▶ 5 véhicules d'intervention objets suspects
- ▶ 6 véhicules d'intervention sur munitions et explosifs
- ▶ 1 véhicule de transport matières actives
- ▶ 1 véhicule utilitaire
- ▶ 6 véhicules de liaison



Bilan 2020 du Groupement d'intervention du déminage

- **12 235** interventions sur munitions et explosifs
- **420,6** tonnes de munitions collectées
- **2 082** interventions sur objet suspect
- **90** assistances à perquisition
- **223** campagnes de sécurisation, dont **213** pour des voyages officiels

Dès le début de la crise sanitaire, les sapeurs-sauveteurs des formations militaires de la Sécurité civile ont été mobilisés : participation au rapatriement sanitaire spécialisé de ressortissants français, chinois et étrangers dès janvier 2020, mise en place et gestion des sites de confinement de janvier à mars 2020, engagement de l'hôpital de campagne (ESCRIM) en Guyane en juillet, sollicitation à de multiples reprises de la réserve nationale (RN), engagement de missions d'appui à la situation de crise (MASC) en Outre-mer et en Corse, armement permanent de la fonction « logistique » à la cellule interministérielle de crise (CIC) ainsi que de nombreux engagements locaux en appui des ARS et des centres hospitaliers.

Dans un environnement COVID contraint, les unités d'instruction et d'intervention ont assuré leur contrat opérationnel estival lors de la campagne nationale de lutte contre les feux de forêt tout en maintenant une capacité de réaction qui leur a permis d'être engagées tant à l'international (Liban) que sur le territoire national (déploiement majeur dans les Alpes-Maritimes suite au passage de la tempête Alex).

Spécialistes de l'international, les FORMISC participent également à de nombreuses actions de coopération et de formations au profit de partenaires étrangers. Elles sont pleinement impliquées dans les évolutions de la communauté INSARAG (INternational Search And Rescue Advisory Group) et du Mécanisme de protection civile de l'Union dont elles sont un acteur clé, en affichant 17 modules certifiés. Elles disposent également deux modules lourds de recherche de victimes sous décombres, capables de travailler dans un environnement international complexe selon les standards ONU, comme cela été le cas au Liban en août 2020.

183 missions opérationnelles réalisées par les FORMISC en 2020

L'année 2020 a vu la livraison de nombreux véhicules et matériels commandés en 2019, notamment 7 camions CCF 8000 pour la lutte contre les feux de forêt, 1 robot terrestre pour les opérations de reconnaissance en milieu fermé ou difficile d'accès, 3 tracteurs pour les détachements d'intervention retardant terrestre, 9 camions pour les transports grande capacité ainsi qu'une vingtaine de véhicules logistiques.



L'appui logistique indispensable des ÉSOL



Le positionnement stratégique de l'établissement de soutien opérationnel Ouest (Jarnac) permet de disposer sur la façade atlantique de matériels de réserve nationale à cinétique rapide destinés à l'appui de missions de secours relevant exclusivement de la compétence Sécurité civile (pollutions maritimes, submersions marines, tempêtes...). En 2020, au sein de son atelier aménagement, l'ÉSOL Ouest a poursuivi l'aménagement des véhicules opérationnels de la direction générale. Il peut également travailler au profit des autres forces du ministère de l'Intérieur, comme ce fut le cas récemment pour la préfecture de Police de Paris et le GIGN.

Conforter le pilier du volontariat et encourager les vocations

Les sapeurs-pompiers volontaires (SPV) constituent plus que jamais l'ossature du dispositif de la Sécurité civile. C'est une spécificité mais aussi une force du modèle français. Ils incarnent la permanence et concourent à l'efficacité du service public du secours.

Ils sont près de 190 000 femmes et hommes qui s'engagent librement en parallèle de leur activité professionnelle ou étudiante et de leur vie de famille, au profit de la société toute entière.

Après une décennie d'érosion du nombre de sapeurs-pompiers volontaires, la baisse des effectifs est enrayée et la promotion du volontariat constitue plus que jamais un enjeu de mobilisation pour tous.

En lien avec le SGAE, la DGSCGC a entrepris un important cycle d'échanges constructifs avec la Commission européenne concernant l'arrêt Matzak afin de consolider le modèle français de volontariat de sapeur-pompier. Cette action résolue s'est traduite auprès de la Commission par l'obtention d'une lettre dite de confort confirmant la validité du modèle de Sécurité civile français avec les règles européennes et l'absence d'interprétation de portée générale, mais bien une appréciation au cas par cas, de la situation des sapeurs-pompiers volontaires.

Dans le prolongement de cet acquis majeur, un travail a été initié en 2020 et qui doit aboutir en 2021 pour consolider l'organisation de l'activité des volontaires. Ce travail est conduit par la DGSCGC dans le cadre d'une très large concertation et des travaux auxquels tous les acteurs seront associés. À l'issue, des mesures pourront être mises en œuvre afin de maintenir une organisation efficace des services d'incendie et de secours et de garantir leur capacité opérationnelle tout en sécurisant le modèle français au regard du droit de l'Union européenne.





Un important travail de promotion du volontariat engagé en 2020

L'année 2020 a vu se poursuivre le déploiement des différentes mesures du plan triennal 2019-2021 en faveur de la promotion du volontariat pour :

- ▶ attirer et susciter des vocations, en représentant mieux la société, c'est-à-dire en donnant toute leur place aux femmes et en intégrant les jeunes venant de tous les horizons ;
- ▶ fidéliser et mettre le sapeur-pompier volontaire au cœur du dispositif, en prenant en compte les compétences individuelles, les contraintes ainsi que les obligations des employeurs ;
- ▶ diffuser les bonnes pratiques et s'assurer de l'utilisation de tous les outils mis à disposition.

Les 37 mesures du plan ont été déclinées et 20 d'entre elles ont été concrétisées.



Deux opérations emblématiques illustrent l'engagement en 2020 de la DGSCGC sur cette question porteuse de nombreux enjeux.



Une campagne nationale pour promouvoir et valoriser le volontariat

Une campagne nationale de communication en faveur du volontariat chez les sapeurs-pompiers a été initiée en 2020 et relayée sur les réseaux sociaux début 2021. Son objectif était de développer et diversifier le recrutement de sapeurs-pompiers volontaires (SPV), en visant un large public de femmes et d'hommes de tous milieux. Les supports digitaux choisis avaient pour vocation de présenter la pluralité des missions des sapeurs-pompiers volontaires et l'accessibilité de l'engagement au plus grand nombre.



Développement des conventions avec les grandes entreprises

Parmi les outils à disposition des services d'incendie et de secours pour fidéliser les sapeurs-pompiers-volontaires, le législateur a notamment prévu le principe d'une convention entre l'employeur et le service d'incendie et de secours de rattachement du sapeur-pompier volontaire.

En octobre 2020, plusieurs entreprises du CAC40 ont été destinataires d'un courrier du ministre de l'Intérieur les invitant à conclure une convention en faveur du volontariat elles ont pour la plupart marqué un vif intérêt pour cette démarche et ont entrepris avec la DGSCGC un travail important pour construire et finaliser ces conventions.

À ce jour, 21 conventions nationales ont déjà été conclues avec des partenaires : ADF, AMF, La Poste, ministère de l'Éducation nationale, ministre des Armées, EDF, SNCF, Covéa, Safran, Airbus, Axa, Boulanger, Sécuritas, fédération française des métiers de l'incendie et récemment Orange. La DGSCGC délivre à l'établissement signataire d'une convention nationale le label « employeur partenaire des sapeurs-pompiers » visé par la circulaire du 19 juillet 2006.

Se souvenir et honorer l'engagement

En 2020, sept sapeurs-pompiers et un marin-pompier nous ont quittés ou sont portés disparus. Que ce soit en opération ou lors d'une garde opérationnelle, ils ont été victimes du devoir, nous ne les oublions pas.

Caporale-chef **Josette TETUAERO**, sapeur-pompier professionnelle au centre d'incendie et de secours de Papara (Polynésie française), morte en service le 6 février, victime d'un accident cardio-vasculaire alors qu'elle assurait la fonction de stationnaire lors de sa garde.

Sergent **José MOUTAMA**, sapeur-pompier volontaire au centre d'incendie et de secours de Schoelcher (SDIS 972), mort au feu le 8 mars alors qu'il intervenait sur un feu de broussailles.

Sergent **Steeve SCAFFA**, sapeur-pompier volontaire au centre d'incendie et de secours de Saint-Auban (SDIS 06), mort en service le 18 mars, victime d'un accident de la circulation alors qu'il se rendait au centre de contrôle technique au volant d'un poids lourd du centre de secours.

Sergent-chef **Gil ENCOGNÈRE**, sapeur-pompier volontaire au centre d'incendie et de secours de Lacanau (SDIS 33), mort en service le 24 avril des suites de ses blessures, après une manœuvre alors qu'il reconditionnait un engin feu de forêt.

Sergent **Guillaume BEAUVAIS**, sapeur-pompier volontaire au centre d'incendie et de secours de Le Lonzac (SDIS 19), mort en service le 7 octobre, victime d'un accident de la circulation alors qu'il rejoignait son centre de secours pour partir en intervention.

Commandant **Bruno KOHLHUBER**, sapeur-pompier professionnel à la direction du SDIS 06, mort en opération le 8 octobre lors de la tempête Alex.

Sapeur **Loïc MILLO**, sapeur-pompier volontaire au centre d'incendie et de secours de Saint-Martin-Vésubie (SDIS 06), disparu le 8 octobre lors de la tempête Alex. À ce jour, le sapeur MILLO est toujours porté disparu.

Maître **Jean-Claude MICHAU**, marin-pompier au Bataillon des marins-pompiers de Marseille, mort en service le 28 octobre, victime d'un arrêt cardio-respiratoire pendant sa garde.

Journée du souvenir

Dès 2021, une journée du souvenir pour l'ensemble des personnels de la Sécurité civile décédés dans l'exercice de leur fonction se tiendra le **17 novembre**, date anniversaire de la création du service national de protection civile.

Présidée par le directeur général, cette cérémonie changera de lieu chaque année selon le cycle suivant : base du groupement des moyens aériens, centre de déminage et unité d'intervention et d'instruction de la Sécurité civile.

2020

RAPPORT D'ACTIVITÉ


Ministère de l'Intérieur
Direction générale de la Sécurité civile
et de la gestion des crises

Place Beauvau
75800 Paris CEDEX 8

 www.interieur.gouv.fr

 @securitecivilefrance

 @SecCivileFrance

 @Sec_civile_france

 Direction générale de la Sécurité civile et de la gestion des crises

